

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 25 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EQIOM GRANULATS

« Les Rondes »
58160 CHEVENON

Références : 220587
Code AIOT : 0005400357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2022 dans l'établissement EQIOM GRANULATS, implanté au lieu-dit « Les Rondes » - 58160 CHEVENON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM GRANULATS
- Les Rondes 58160 CHEVENON
- Code AIOT : 0005400357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Carrière alluvionnaire renouvelée en 2020 pour 30 ans. La présente inspection est centrée sur le récolement partiel de la carrière. Selon l'article 2.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2020, la remise en état des parcelles concernées doit être conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2006.

Ces parcelles ont été remises en état conformément à l'article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2006. **Le présent rapport d'inspection vaut récolement.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 23/03/2006, article 24-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bassin, objet du récolement, n'est plus exploité depuis 2005. Le réaménagement ayant été effectué il y a une dizaine d'années, la faune et la flore ont pu se développer correctement sur site. La finalisation de la mise en sécurité a été faite en 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2006, article 24-2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Pour l'essentiel, la remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :</p> <p>le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site (installations de traitement, rampes d'accès, pistes de circulation...,</p> <p>le modelage des berges qui seront talutées en pente douce, inférieure à 45° avec aménagement de zones de hauts fonds, conformément au dossier de demande,</p> <p>le remblaiement à l'aide de stériles de certaines zones angulaires de manière à adoucir la forme des bassins et apporter une diversité,</p> <p>la mise en place des stériles et terres végétales qui seront étalées de manière uniforme sur les berges puis engazonnés,</p> <p>la plantation d'espèces boisées correspondant à des essences locales (chênes, frênes, saules...) réparties sous forme de bosquets.</p> <p>A l'état final, le réaménagement doit conduire à la conservation de trois bassins distincts.</p> <p>Des seuils écrêteurs sont aménagés de manière à permettre l'intercommunication entre ces bassins en période de hautes eaux.</p>
<p>Constats : La société EQIOM Granulats a déposé auprès du préfet de la Nièvre un dossier de déclaration de cessation partielle d'activité en date du 4 mai 2022.</p> <p>D'après l'article 2.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/12/2020 les parcelles cadastrales concernées par la présente cessation d'activité partielle doivent être remises en état conformément à l'arrêté d'autorisation du 23 mars 2006 susvisé.</p> <p>En effet, ces parcelles ne sont plus exploitées depuis 2005, le réaménagement a été finalisé depuis une dizaine d'années et la mise en sécurité du site a été terminée en 2020.</p> <p>D'après le plan topographique mis à jour en octobre 2021, tous les aménagements prévus par l'arrêté préfectoral de 2006 concernant la remise en état ont été effectués.</p> <p>La visite sur le terrain a permis de constater la présence des ouvrages hydrauliques. Un tour général du plan d'eau a également permis de constater la plantation des espèces arbustives, l'installation de la faune et de la flore sur site ainsi que les berges engazonnées. Quelques déchets et une trace d'intrusion ont été observés. Tout a été nettoyé pendant l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet